

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 24/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CHIMIREC CENTRE EST**

241, route de Marcigny  
LD Beauvernay  
42190 ST NIZIER SOUS CHARLIEU

Références : UiD4243-DSSP-022-0244

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE EST implanté 241, route de Marcigny - LD Beauvernay - 42190 ST NIZIER SOUS CHARLIEU. L'inspection a été annoncée le 23/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC CENTRE EST
- 241, route de Marcigny - LD Beauvernay - 42190 ST NIZIER SOUS CHARLIEU
- Code AIOT dans GUN : 0006103484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société CHIMIREC Centre-Est exerce une activité de transit et regroupement d'huiles usagées avant transfert vers une installation de régénération ou de valorisation thermique.

Cette activité est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 01/10/1987, modifié par l'arrêté préfectoral du 14/06/2012.

Un arrêté du 13/05/2019 prescrit la surveillance des eaux souterraines suite à la détection de métaux lourds en concentration élevée sur les trois piézomètres du site, avec une dégradation marquée entre le piézomètre amont (pz AVG) et les piézomètres aval en particulier le pz AVD.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets,
- risque incendie,
- eaux souterraines.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives,
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection a été l'occasion de faire un point concernant la déclaration GERE 2021 de l'exploitant. La déclaration indique notamment en réception sur le site des déchets avec le code 130506 correspondant à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures. Il n'est pas indiqué d'expédition sous ce code. L'exploitant est invité à préciser de quel déchet il s'agit puisqu'il ne réceptionne en principe que des huiles.

L'exploitant n'a expédié que des déchets sous le code 130205 correspondant à des huiles moteur non chlorées à base minérale. Des réceptions sont cependant indiquées sous d'autres codes : 130110, 130111, 130208. Ces huiles sont réputées être toujours en dépôt sur le site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre et traçabilité	Décret du 25/03/2021, article 1	/	Sans objet
Traçabilité des déchets	Décret du 25/03/2021, article 1	/	Sans objet
Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.2	/	Sans objet
Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.3	/	Sans objet
Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.5	/	Sans objet
Prévention des pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 5.2	/	Sans objet
Registre et traçabilité	Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 8.3	/	Sans objet
Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/05/2019, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non conformité vis-à-vis des prescriptions examinées.

Le suivi des eaux souterraines est à poursuivre et doit être complété par le relevé du niveau piézométrique à chaque prélèvement.

Les caractéristiques du poteau incendie installé à l'entrée du site sont à préciser.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : registre et traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 25/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un registre des entrées et sorties de déchets. La conformité du contenu du registre avec les dispositions de l'arrêté du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets n'a pas été vérifiée. Cet arrêté est entré en vigueur le 01/01/2022.</p> <p>L'exploitant expédie une partie de ses déchets en Allemagne (Puralube GmbH). Les documents de traçabilité liés à cet export ont été consultés : le consentement des autorités françaises court du 01/10/2020 au 30/09/2023 pour une quantité totale de 5 000 tonnes (en 2021, 892 tonnes ont été exportées selon la déclaration GERE de l'exploitant).</p> <p>La notification co-signée des autorités françaises et allemandes est valide jusqu'au 30/09/2023. Chaque export est accompagné d'un document de mouvement portant le numéro de la notification en cours de validité, en plus du bordereau de suivi de déchets (BSD).</p> <p>Les références de ces documents sont consignées dans le registre des déchets.</p> <p>Les BSD sont toujours sous format papier. L'exploitant a bien prévu de passer à la dématérialisation avec l'utilisation de Trackdéchets au 30/06/2022. L'émission de BSD dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets vaudra transmission au registre national des déchets.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 25/03/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". « Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...] L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectue au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour. [...] Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle. Sont exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés en application des articles R. 543-3 à R. 543-15, [...].
<b>Constats :</b> Les déchets transitant sur le site sont des déchets dangereux, toute évacuation est accompagnée d'un bordereau de suivi de déchets (BSD). L'exploitant utilise toujours les bordereaux au format papier, mais utilisera la dématérialisation à compter du 30/06/22 (bordereau électronique).
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le matériel électrique devra en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle sera effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute déficience relevée, dans les délais les plus brefs.
<b>Constats :</b> L'installation électrique fait l'objet d'une vérification annuelle. Le dernier rapport de vérification est daté du 13/10/2021. Les déficiences relevées ont fait l'objet des réparations nécessaires : la facture d'intervention est datée du 16/01/2022.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.3. - Le matériel de lutte contre l'incendie comprendra au minimum :  - 1 extincteur à poudre de 9 Kg,  - A moins de 200 mètres de l'établissement, un poteau incendie normalisé NFS 61-213 aux caractéristiques minimales suivantes :  . Diamètre : 100 mm . Débit : 17 l/s . Pression : 1 bar  A défaut, l'exploitant devra aménager à proximité de ses ateliers une réserve d'eau de 120 m3, à cette fin il s'assurera que la retenue d'eau existante dans le ruisseau le SORNIN permet d'obtenir la réserve de 120 m3.  - 1 canon à mousse armé avec réserve d'émulseur.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de : - 3 extincteurs de 9 kg, - 1 extincteur de 50 kg, - 1 poteau incendie à l'entrée du site.  Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle. Le dernier rapport d'intervention est daté du 17/05/2022 (Rapport Chubb). Le certificat Q4 est délivré en date du 19/05/2022. L'extincteur de 50 kg remplace le canon à mousse armé avec réserve d'émulseur prescrit dans l'arrêté préfectoral.  Le poteau incendie a été installé suite à l'inspection de 2019. Ces caractéristiques sont à préciser : diamètre, débit ? L'exploitant a indiqué qu'un essai avait été réalisé par les pompiers. L'exploitant est invité à se rapprocher de ces services pour avoir connaissance du débit du poteau.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Des consignes sur la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'accident seront établies et affichées.
<b>Constats :</b> Ces consignes sont établies et affichées dans le dépôt.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : prévention des pollutions des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents de lavage des véhicules, des citernes et des cuves seront considérés comme des déchets (voir 3.1.). Il en esera de même des eaux pluviales recueillies dans les puisards.
<b>Constats :</b> Les véhicules, citernes et cuves ne font pas l'objet d'un lavage. En cas de problème sur une cuve nécessitant son nettoyage, les eaux de lavage seront évacuées en tant que déchets dangereux.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : registre et traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/1987, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés notamment par l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra prélever un échantillon de tout déchet, les archiver et les conserver 1 mois après leur départ.
<b>Constats :</b> Un échantillon de chaque déchet collecté est prélevé et conservé par l'exploitant. Un échantillon du contenu de chaque cuve est également prélevé avant vidange et évacuation de son contenu. L'ensemble des prélèvements est conservé au moins 1 mois après valorisation des déchets (retour du BSD mentionnant la réalisation du traitement).
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2.1. Réseau de puits La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir du réseau de 3 piézomètres implantés autour du site selon la cartographie en annexe du présent arrêté et identifiés comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>• piézomètre amont : AVG,</li><li>• piézomètres aval : AVD et ARD.</li></ul> Article 2.2. Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations de la norme NF X31-615. Préalablement à chaque prélèvement, une mesure du niveau piézométrique est effectuée sur chaque ouvrage. Ce relevé est consigné dans un registre établi à cet effet en vue de suivre le comportement hydrodynamique de la nappe souterraine au droit du site.  Article 2.3. Nature et fréquence d'analyse Les analyses des eaux souterraines sont réalisées au moins 2 fois par an, en période de hautes eaux et de basses eaux, selon les paramètres suivants : hydrocarbures totaux (7007), Chrome (1389), Nickel (1386), Cuivre (1392), Zinc (1383), Arsenic (1369), Cadmium (1388), Plomb (1382), Mercure (1387). Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (GIDAF). Un rapport de synthèse annuel relatif aux résultats des mesures et analyses réalisées en année N accompagnés de leur interprétation, est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.
<b>Constats :</b> Les analyses sont réalisées à la fréquence prescrite. Le niveau piézométrique n'est pas relevé, seule la profondeur de l'ouvrage (piézomètre) est indiquée. Le niveau piézométrique est à indiquer en m NGF et peut s'obtenir en retranchant la profondeur du niveau d'eau à l'altitude du sol. Ce niveau est important pour vérifier la situation de hautes ou basses eaux ainsi que le sens de circulation de la nappe.  Le suivi réalisé sur 2020 et 2021 confirme la dégradation entre l'amont et l'aval du site pour ce qui concerne les métaux lourds. Les ouvrages étant assez proches les uns des autres (environ 25 m entre le pz amont et les pz aval), on peut supposer la présence d'une "poche" de pollution au droit du site. L'activité actuelle sur le site n'en est probablement pas la cause (absence d'hydrocarbures dans l'ensemble des prélèvements). Il s'agit probablement d'une pollution historique. Le relevé du niveau piézométrique permettra de confirmer le sens d'écoulement de la nappe et donc de vérifier que la dégradation a bien lieu sur le site.  Le suivi est à poursuivre.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de compléter ses relevés par les niveaux piézométriques en m NGF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet